

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Demi-degré à éviter

Raymond Klein

Comment agir à la suite du rapport de l'IPCC sur 1,5 degré ? Le ministère de l'Environnement luxembourgeois se montre très engagé, mais une politique des petits pas sera-t-elle suffisante ?

C'est comme si on était à bord d'une de ces voitures autonomes toutes neuves. « Obstacle climatique détecté. Impact dans 22 secondes. » L'ordinateur de bord sait ce qu'il dit, presque tout le monde à bord en est convaincu. « Si possible, reprenez le contrôle du véhicule. » Mais à qui s'adresse l'injonction, et que convient-il de faire ?

Il est moins 0,5 !

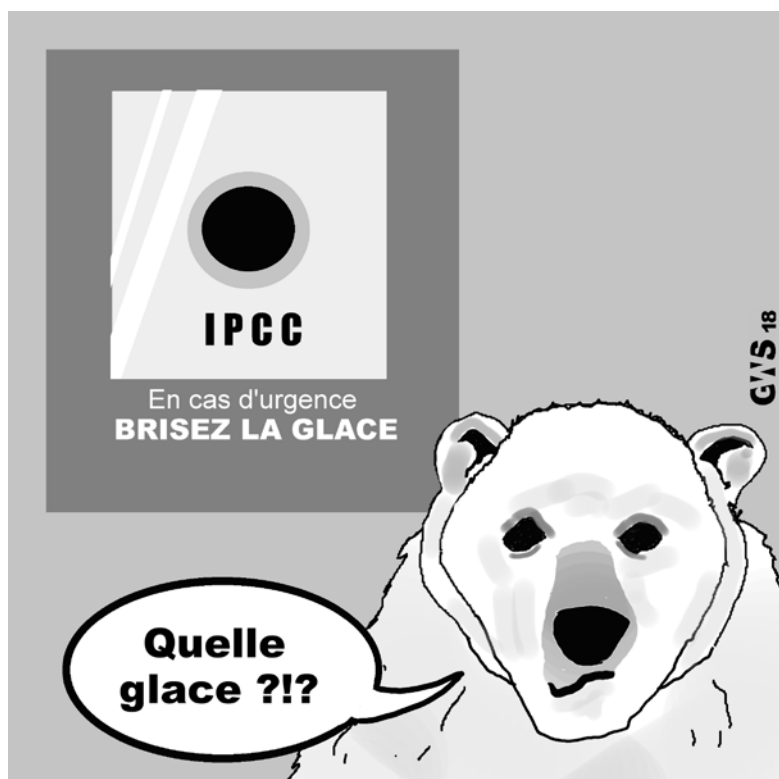
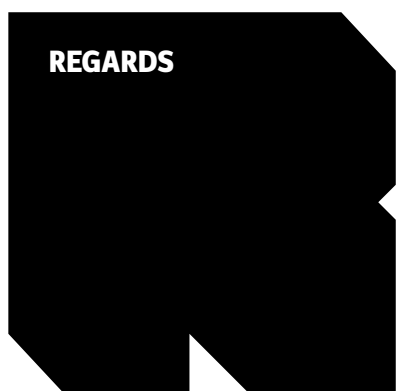
Le rapport de l'Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC ou Giec) publié le 8 octobre met en garde : à moins de baisser rapidement les émissions mondiales de CO₂, la Terre risque l'accident fatal. Si l'humanité continue sur sa trajectoire actuelle, rapidement elle ne pourra plus maintenir l'augmentation de la température « nettement en dessous de 2 degrés », comme cela est demandé dans l'accord de Paris. Dès 2040, elle percutera le mur de 1,5 degré, et son élan la précipitera inéluctablement dans le gouffre des 3 degrés avant la fin du siècle.

Que faire ? Réduire les émissions mondiales de CO₂ dès 2020 est indispensable, a expliqué Paolo Bertoldi lundi dernier dans la salle de conférence du 22e étage du Héichhaus au Kirchberg. L'expert, qui travaille pour la Commission européenne, avait été invité par le ministère de l'Environnement luxembourgeois pour présenter le rapport fraîchement publié (online : woxx.eu/74li). Sur le graphique

choisi par Bertoldi, on pouvait voir que même pour limiter l'augmentation de température à 2 degrés, le pic d'émissions devait se situer vers 2020. En termes de conduite, cela représente un changement de direction rapide afin de « seulement » toucher le mur de 1,5 degré et limiter les dégâts.

Bien entendu, l'introduction ci-dessus constitue une simplification des résultats scientifiques de l'IPCC. Dans les textes originaux, il n'y a pas de métaphores, mais de nombreuses formulations probabilistes, par exemple des fourchettes sur les dates et des intervalles de confiance pour les prédictions. Néanmoins, la conclusion est nette : l'objectif de limiter le réchauffement atmosphérique à 2 degrés par rapport au début de l'ère industrielle est insuffisant. L'IPCC recommande de rester en dessous de 1,5 degré et affirme que cela est techniquement possible. La réponse étant claire, rappelons quelle était la question.

Lors de la conférence climatique de Paris en 2015 (COP21), l'Union européenne avait réussi à faire inscrire le chiffre de 1,5 degré dans le texte de l'accord (woxx 1350 : Confiance, défiance, espoir). Pas comme une limite absolue, mais sous forme d'un compromis diplomatique : les États s'engageaient à contenir la température « nettement en dessous de 2 degrés (...) et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 degré ». Notons qu'actuellement, les températures ont déjà augmenté de 1 degré par rapport au début de l'ère industrielle. Et que le CO₂ agit à long terme : les augmentations maximales sont des valeurs à ne pas dépasser d'ici la fin du siècle - si on devait atteindre 1,5 degré en 2040,



c'est qu'on serait déjà embarqué pour plus de 2 degrés en 2100.

L'Arctique sans glace

L'accord prévoyait également que l'IPCC élabore un rapport sur les effets d'un réchauffement de 1,5 degré. Sous-entendu : pour voir s'il est possible de rester en dessous et si ça vaut le coup. Les chercheuses et chercheurs qui ont élaboré le rapport se sont essentiellement référés à d'autres travaux qu'ils et elles ont comparés et synthétisés. Elles et ils ont trouvé de nombreux domaines dans lesquels les effets d'une augmentation de 2 degrés sont nettement plus dramatiques que 1,5 degré seulement. Ainsi, les scientifiques relèvent que le niveau de la mer monterait de 10 centimètres supplémentaires, que la distribution des dégâts serait plus inégale et que l'océan Arctique serait libre de glace une fois tous les dix ans en moyenne, alors qu'à 1,5 degré, cela n'arriverait qu'une fois par siècle.

Notons que dans d'autres domaines, la différence n'est pas aussi marquée. À 2 degrés, les récifs coralliens seraient détruits à 99 pour cent, à 1,5, ils le seraient « seulement » à 90 pour cent. De même, le rendement de la pêche en zone intertropicale devrait s'effondrer dès qu'on aura atteint 1,2 degré. Quant aux 10 centimètres de montée du niveau de la mer, ils s'ajouteraient à une montée qui, selon certaines études, dépasserait 1 mètre (à la fin du siècle). Mais ils représentent néanmoins des millions de personnes supplémentaires transformées en réfugié-e-s climatiques.

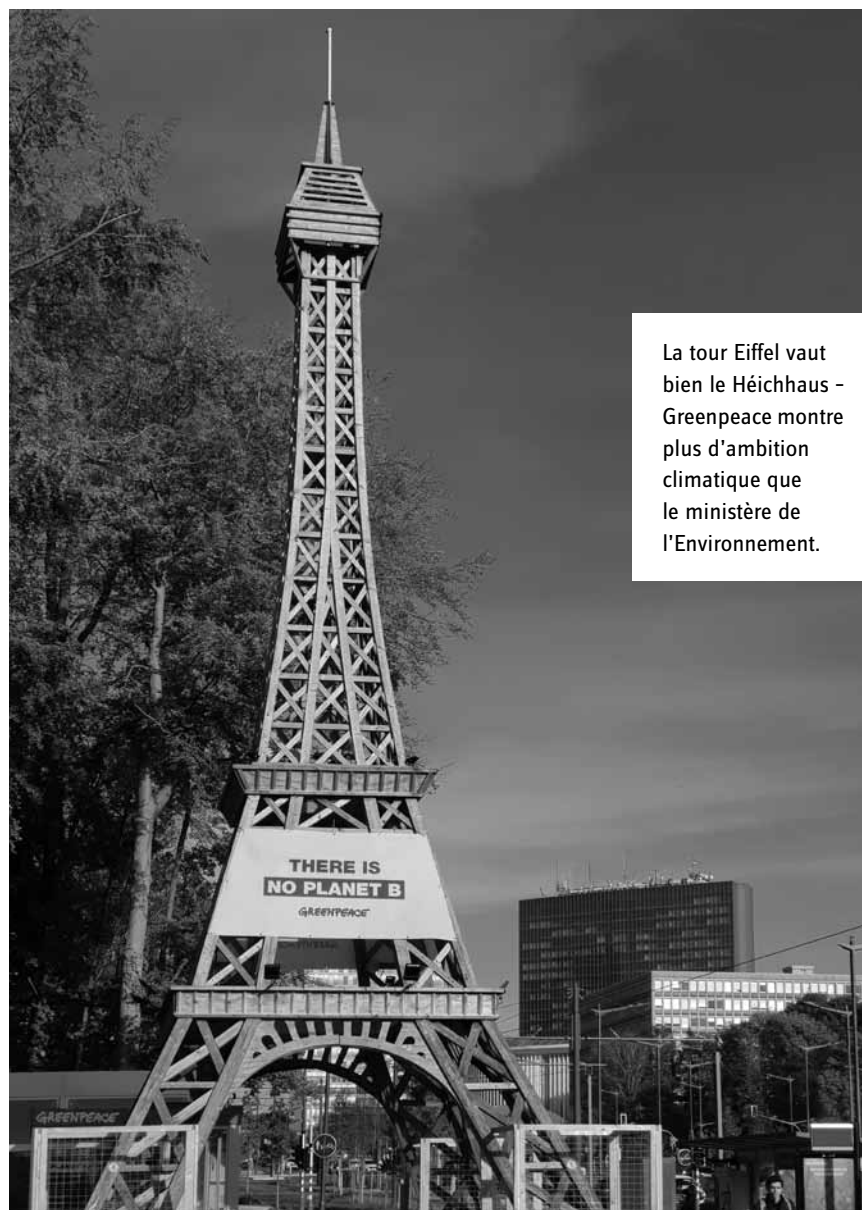
Cette relativisation n'a donc rien de rassurant. D'autant moins qu'à 2 degrés, la probabilité d'atteindre des points de basculement (« tipping

points »), qui déclenchent des cercles vicieux, est beaucoup plus élevée. Ainsi, l'absence de glace dans l'Arctique certaines années, en réduisant le taux de réfléchissement du soleil, augmenterait encore le réchauffement. De même, une fois que le pergélisol (« permafrost ») se réchauffe et libère du méthane, celui-ci contribue à son tour au réchauffement terrestre.

Techniquement oui, politiquement bah...

« Techniquement, atteindre l'objectif des 1,5 degré est possible », a affirmé Paolo Bertoldi lors de la présentation au ministère de l'Environnement. Pour lui, c'est une question de volonté politique. La ministre Carole Dierckx et le secrétaire d'État Claude Turmes ont souhaité afficher cette volonté. Pour Turmes, « on doit simplement prendre l'argent investi dans le pétrole et l'affecter aux énergies renouvelables ». Et, n'oubliant pas que la campagne électorale est en cours, il rappelle que le gouvernement a pris des initiatives en matière de finance verte. « Pour que ces efforts continuent, il faut disposer de la bonne majorité politique. »

Les choses sont-elles aussi simples ? Nicolas Hulot, ministre français démissionnaire, avait fustigé la « politique des petits pas », qui serait insuffisante face aux crises écologiques. Et l'IPCC estime qu'« il faudrait modifier rapidement, radicalement et de manière inédite tous les aspects de la société ». Certes, la volonté de Turmes et du parti vert de mieux gérer et encadrer les investissements est louable. Cependant, nombre de militant-e-s et d'expert-e-s sont aujourd'hui convaincu-e-s qu'on



La tour Eiffel vaut bien le Héichhaus - Greenpeace montre plus d'ambition climatique que le ministère de l'Environnement.

PHOTO : RAYMOND KLEIN

ne peut plus se contenter de « faire mieux ». Pour elles et eux, il faudrait « tout changer » (voir par exemple le courrier de lecteur : woxx.eu/rq2s).

Ce n'est pas la voie suivie par le Luxembourg. Avec un des taux d'émissions par personne les plus élevés du monde, le grand-duché mise surtout sur la diplomatie et l'argent pour faire figure d'élève modèle en matière de politique climatique. Au niveau européen, le duo ministériel a ainsi tenu tête, lors du Conseil Environnement du 9 octobre, aux représentant-e-s des pays qui voulaient affaiblir les normes d'émissions pour les voitures du futur. Quant aux objectifs de l'UE pour 2030, ils sont considérés comme insuffisants, notamment en vue de la conférence climatique COP24 en décembre, où l'objectif de 1,5 degré marquera les débats. Lundi, Turmes a plaidé pour une réduction de 55 pour cent des émissions de CO₂, au lieu des 40 prévus actuellement.

Interrogé sur l'impact d'un tel ajustement européen sur le Luxembourg, Turmes a estimé qu'avec une réduction de 40 pour cent actuelle-

ment prévue (voir online : woxx.eu/tf7m), le grand-duché était parmi les pays les plus engagés. Selon lui, il ne serait pas facile d'en faire beaucoup plus. « Et, de toute façon, pour que l'UE passe à 55 pour cent, elle devra miser sur le solaire en Europe du Sud et sur les éoliennes offshore. » Des projets dans le cadre desquels le Luxembourg n'aura aucun effort à fournir et ne « s'impliquera » qu'avec une « politique du chèque ».

Le Luxembourg se défile

Tout changer sans pour autant négliger la dimension de justice sociale dans la mise en œuvre des politiques climatiques, voilà ce que les ONG environnementales et tiers-mondistes réclament depuis longtemps. Le nouveau rapport de l'IPCC vient appuyer leur point de vue. « Une agréable surprise », c'est ainsi que Dietmar Mirkes dans un texte écrit pour le Klimabündnis luxembourgeois qualifie le fait qu'un des chapitres est entièrement consacré aux liens entre politiques climatiques et objectifs de développement durable (SDG) de l'ONU.

ANNONCE / WOXX ABO

Colocation : ferme à proximité de **Clervaux** et de **Troisvierges** cherche **cohabitant(e)** ; 2 chambres, cuisine et salle de bains en commun ; pour semaine entière ou weekend. Tél. : 621 46 15 35

**Ich bringe Ihnen die woxx 6 Wochen gratis nach Hause
... auf Papier oder als PDF - Sie haben die Wahl!**

**Je vous apporte le woxx gratuitement
à domicile pendant 6 semaines
... sur papier ou au format PDF
- vous avez le choix !**



woxx

**dat anert abonnement / l'autre abonnement
Tel.: 29 79 99-0 · Fax: 29 79 79 · abo@woxx.lu**

Ja, ich will das woxx-Testabo (6 Ausgaben).

Oui, je veux recevoir l'abo-test woxx (6 numéros).

Format - bitte eine Option ankreuzen / cochez une seule option :

Papier (Luxembourg) - **PDF** (Luxembourg + International)

Name / Nom :

Vorname / Prénom :

Straße + Nr. / Rue + No :

Postleitzahl / Code postal :

Ort / Lieu :

E-Mail / Courriel :

Datum / Date / / Unterschrift / Signature :

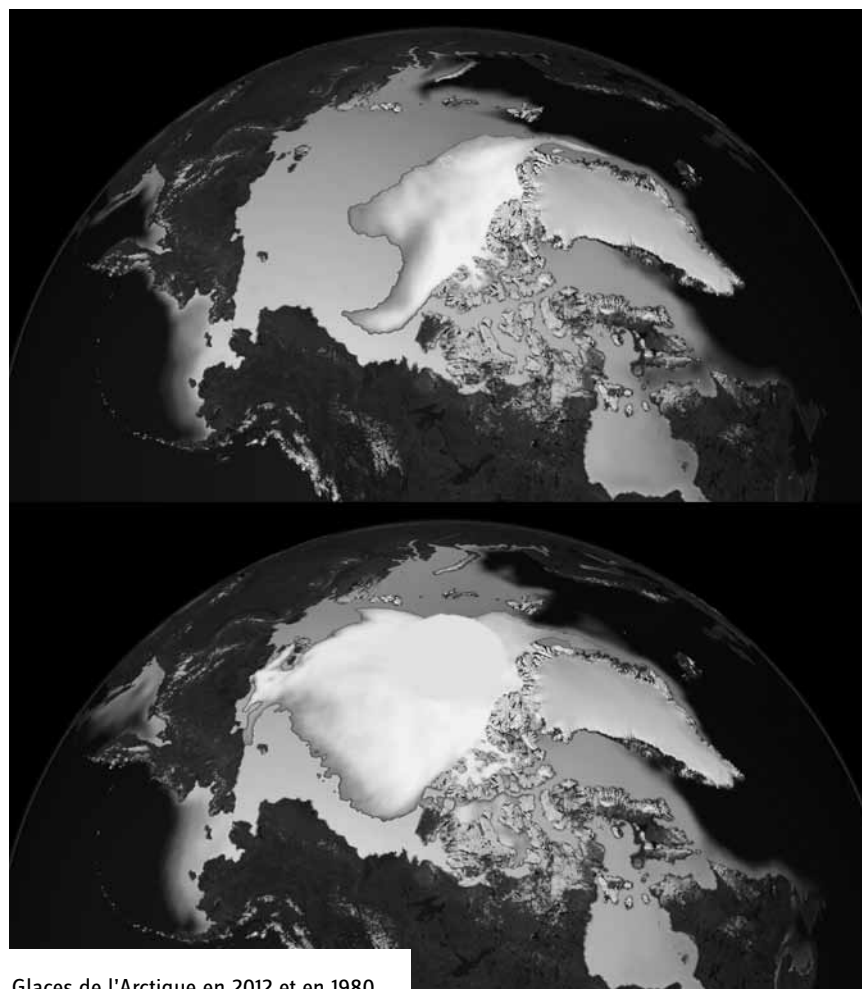
Gilt nur für Nicht-AbonentInnen und für Adressen in Luxemburg (außer PDF).

Uniquement pour non-abonnéEs et pour des adresses au Luxembourg (sauf PDF).

Bitte frankiert an die woxx einsenden - oder über woxx.lu/abotest abonnieren.
Prière d'affranchir et d'envoyer au woxx - ou abonnez-vous sur woxx.lu/abotest.

woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg

THEMA



Glaces de l'Arctique en 2012 et en 1980.

IMAGE : WIKIPEDIA / JOEY COMISO (NASA) / PD

Mirkes relève notamment que les scénarios 1,5 degré qui misent sur une baisse de la consommation d'énergie et de ressources comportent le moins d'effets négatifs. Les scénarios ayant recours au « carbon capture and storage » (CCS) et surtout à la reforestation par contre comportent des risques par rapport aux besoins des populations locales et au maintien de la biodiversité. Mirkes estime également qu'en tenant compte du volet social des SDG, l'IPCC donne un sens au principe des « responsabilités communes mais différenciées » contenu dans les accords climatiques.

Pas d'écologie sans justice !

Indéniablement, le rapport de l'IPCC se montre sensible aux dangers du scénario dans lequel un « capitalisme vert » sauverait le monde tout en permettant aux riches de s'enrichir davantage en misant sur les technologies nouvelles. On imagine facilement comment l'interdiction de remettre en question le fonctionnement de la société et les rapports Nord-Sud conduirait à un accroissement des inégalités et à un blocage des efforts de développement. Surtout, ce scénario échouerait en fin de compte à sauver le climat, car il se heurterait à la résistance des laissé-e-s pour compte au niveau international et national.

« Sans une transition dans la justice, les tentatives pour sauver le climat échoueraient. » Martina Holbach de Greenpeace estime que les pays industrialisés ont une responsabilité particulière à contribuer - financièrement aussi - à la politique climatique mondiale. Et que les pays en voie de développement ont le droit de poursuivre ce développement. Holbach a rencontré des journalistes toute la journée de lundi, à 200 mètres du Héhichhaus, à l'ombre de la petite tour Eiffel installée au Kirchberg pour rappeler l'accord de Paris (voir online : woxx.eu/eiffel).

La version Greenpeace d'une transition écologique dépend beaucoup moins des leviers technologiques et financiers. « Promouvoir l'autosuffisance locale en énergie, produire plus de denrées alimentaires au Luxembourg », lance Holbach. Elle insiste sur le fait qu'en impliquant directement les citoyen-ne-s dans la production d'électricité verte, on parvient à la fois à dynamiser cette production et à les gagner à la transition. « Dans le débat climatique, on parle trop peu d'un approvisionnement en énergie décentralisé, sans les grandes firmes », regrette Holbach. « Cela pourrait constituer un modèle pour un processus de transformation plus profonde de la société. » Décidément, Hulot n'est pas seul à en avoir marre des « petits pas ».